Les thématiques d'un projet éducatif territorial

Liste non limitative...

« le jeune dans sa vie sociale » Les questions de la mobilité, de l'accès à la culture, de la citoyenneté, le sport...			
« le jeune dans sa vie familiale » Liens entre les familles et l'institution scolaire, santé, autonomie.			
« le jeune dans sa scolarité » Lutte contre le décrochage scolaire, conditions matérielles d'enseignement et d'apprentissage, orientation, encadrement du travail personnel.			
L'organisation de la scolarité Liaison école – collège, cohérence des projets d'établissement			
« A chacun son projet » Accompagner en s'appuyant sur des souhaits et demandes individuelles vers des initiatives culturelles, sportives, sociales, écologiques, citoyennes. Un livret (Quimper) conçu par et pour les jeunes recense et valorise les initiatives, expériences, activités.			
La cohérence des temps. Un PEL pour assurer la cohérence des temps de l'enfant, de l'adolescent et des adultes ?			
Lutter contre les inégalités. Les PEL pour compenser les différences de ressources des familles, face à la diminution du temps scolaire et donc à l'augmentation des temps libres. (Financières – culturelles).			
Un projet territorial d'éducation pour articuler la transmission des savoirs. Comment un projet territorial d'éducation peut-il permettre une transmission des savoirs cohérente dans le cadre de la mise en œuvre du socle de compétences et de connaissance de l'école ? Comment accompagner les individus tout au long de la vie.			

Une synergie des acteurs éducatifs. Quelle gouvernance choisir pour assurer une action cohérente, valorisante, efficiente des différents acteurs éducatifs. La question des partenariats.			
Les instances de concertation – l'expression des jeunes. Conseils municipaux d'enfants, conseil de maison, comité d'usagers, conseil de jeunes... Quelles instances existent, comment sont-elles animées, quelle est leur influence sur les décisions des adultes ? Quelle place est réservée aux jeunes dans les structures consultatives (comité de quartier, commissions municipales...).			

Pour des projets éducatifs de territoire renforcés

L'IRDSU¹ a décidé d'actualiser ses "propositions aux décideurs" pour faire avancer des "projets solidaires et durables de territoire", contribuant ainsi à la préparation d'un nouveau "plan banlieue", en 2007...

Objectifs

- Affirmer la question éducative comme une orientation politique essentielle des projets solidaires et durables de territoire
- Contribuer au changement des pratiques dans les relations entre familles et acteurs éducatifs.

Enjeux

- Renforcer la démarche partagée de Projets Educatifs de territoire, avec l'ensemble des acteurs éducatifs dont les parents.
- L'éducation est un enjeu majeur de développement face aux mutations sociales. Elle est un moyen d'intégration et de mobilité sociale. La ligne de force de l'action publique dans le champ éducatif et social est de faire de l'éducation une responsabilité partagée.
- Les parents et familles restent cependant trop souvent désinvestis au profit de professionnels.

La démarche de projet est essentielle. Elle doit être confortée pour définir une politique éducative territorialisée et prendre en compte les particularités de chaque territoire. Pour cela il est nécessaire de dépasser les clivages institutionnels récurrents, dépasser les zonages qui ne prennent pas en compte la réalité des bassins de vie et sont sources de ghettoïsation (exemple de certaines écoles de ZEP désertées), cesser la démultiplication de dispositifs propres à chaque partenaire,

¹ Inter-réseaux des Professionnels du Développement Social Urbain : <http://www.irdsu.net/>

laisser la place à des expérimentations pédagogiques et éducatives indispensables pour répondre aux difficultés rencontrées sur le territoire.

Propositions d'action

Réaffirmer le principe de mixité des publics et éviter la ségrégation des activités éducatives dans l'espace paraît essentiel.

Pour éviter toute ghettoïsation, il est nécessaire de se référer à un territoire éducatif élargi en cohérence avec les bassins de vie et renforcer sur ce territoire la démarche de projet.

Proposition 1 : prendre en compte les besoins **éducatifs** à partir de diagnostics communs à tous les partenaires et d'indicateurs pertinents et réellement partagés

- en associant les parents et les associations de quartier à la démarche
- en suscitant une réflexion commune de ces acteurs en dehors des dispositifs institutionnels pour dépasser les clivages (rencontres, conférences...)

Proposition 2 : Redéfinir les zones d'intervention les plus pertinentes à partir de ces diagnostics

- assouplir le dispositif ZEP pour qu'il soit adapté au milieu (urbain-rural, communal-intercommunal) et garant d'un minimum de cohérence sur le territoire concerné

Proposition 3 : Inscrire ces **projets éducatifs** dans la durée

Proposition 4 : Rapprocher le **projet éducatif local** des autres dimensions du **projet** (projet urbain, santé, CLS..)

- en généralisant les dispositifs de veille éducative
- en favorisant l'articulation avec les démarches de formation tout au long de la vie

Donner aux acteurs locaux de réels moyens pour mener ces politiques éducatives

Proposition 5 : Simplifier les dispositifs, voire les supprimer au profit du seul **projet** local.

Proposition 6 : Mettre à la disposition des **projets**, des équipes dédiées

- en facilitant l'investissement sur le terrain des partenaires institutionnels (éducation nationale, DDJS, DRAC, CAF...)

Proposition 7 : Déconcentrer les crédits au niveau local

- en aidant les collectivités locales à assumer de véritables politiques éducatives
- en mutualisant les fonds au niveau local

Proposition 8 : Favoriser l'émergence de pôles d'excellence éducative, véritables lieux d'expérimentation

Proposition 9 : Donner à l'Education nationale d'autres moyens d'intervention

- en fléchant les postes de l'Education Nationale, notamment dans le premier degré, en fonction des projets d'école mais aussi de la capacité à travailler en équipe
- en accompagnant ce fléchage par une NBI significative

- en assurant aux directeurs d'écoles du premier degré une décharge totale de leur temps de travail sur la mise en réseau et sur les projets développés

Proposition 10 : Si la priorité est l'acquisition des savoirs de base, l'éducation réussie passe par l'ouverture sur la cité et le monde...

- en développant l'ouverture des écoles et des établissements scolaires
- en faisant de l'accompagnement à la scolarité un espace social et non une simple adjonction scolaire
- en impliquant les parents sur ces temps
- en dépassant le seul objectif d'aide au devoir pour proposer des activités sportives et culturelles
- en allant vers l'accompagnement à l'orientation, l'insertion
- en renforçant l'information sur les métiers et les filières et mieux préparer le projet de formation pour une orientation motivée
- en rendant obligatoire les échanges avec les entreprises

Sources :

PEL de Brest. – Mis à jour : mardi 4 décembre 2007